

Curriculum Vitae

Higelé Jean-Pascal

Né le 27 janvier 1976

Adresse professionnelle

GREE-2L2S Nancy
Campus Lettres et Sciences humaines
23, Bd Albert 1^{er}
BP 3397
54015 Nancy Cedex

bureau J 203

tél.: 03.54.50.52.35

jean-pascal.higele@univ-lorraine.fr

Diplômes

2004	Doctorat en Sociologie à l'Université Nancy 2 Mention Très Honorable avec les félicitations du Jury à l'unanimité
1999	DEA de Sciences du Travail et de la Formation à l'Université Nancy 2 Mention B
1998	Maitrise de Sociologie à l'Université Nancy 2 Mention AB
1997	Licence de Sociologie à l'Université Nancy 2 Mention AB
1996	DEUG de Sociologie à l'Université Nancy 2 Mention AB

Statuts professionnels

Depuis le 1^{er} septembre 2006 :	Maître de conférence au Département Gestion des entreprises et des administrations à l'IUT Henri Poincaré de Longwy - Université Henri Poincaré
De septembre 2005 à août 2006 :	Attaché temporaire d'enseignement et de recherche au Département Gestion des entreprises et des administrations à l'IUT Henri Poincaré de Longwy - Université Henri Poincaré
De septembre 2004 à août 2005 :	Ingénieur-sociologue contractuel au CNRS et enseignant vacataire
De juillet 2003 à août 2004 :	Enseignant vacataire
De octobre 2002 à juillet 2003 :	Attaché temporaire d'enseignement et de recherche au Département de Sociologie de l'Université Nancy 2
De octobre 1999 à octobre 2002 :	Allocataire de Recherche et Moniteur au Département de Sociologie de l'Université Nancy 2

Domaines de recherche : sociologie de l'emploi, du chômage, de la protection sociale et des relations professionnelles, sociologie du salariat.

Démarche : Mes travaux s'inscrivent dans un programme général d'analyse des formes d'institution du salariat (conduit avec d'autres notamment dans le cadre de l'Institut Européen du Salariat). Toutefois deux familles de travaux se distinguent dans ce programme général. Un premier ensemble de travaux s'intéresse à la nature des relations interprofessionnelles en France et ses incidences en particulier sur les représentations du salariat. Un second ensemble de travaux étudie les formes d'institutions de la partie (la moitié) la moins rémunérée du salariat, en particulier les transformations liées aux politiques d'emploi et aux formes d'indemnisation du chômage.

Thèse

Thèse de Doctorat en Sociologie réalisée sous la direction du Professeur Bernard FRIOT de l'Université Paris X-Nanterre, soutenue le 1^{er} décembre 2004 à l'Université Nancy 2.

Composition du jury :

Monsieur Jacques FREYSSINET, Professeur émérite à l'Université de Paris 1 (rapporteur)

Monsieur Jean-Louis MEYER, Professeur à l'Université de Nancy 2

Monsieur Jean SAGLIO, Professeur à l'Université Pierre Mendès-France - Grenoble 2 (rapporteur)

Monsieur Jean-Yves TREPOS, Professeur à l'Université de Metz

Monsieur Bernard FRIOT, Professeur de l'Université Paris X-Nanterre (directeur de thèse)

Intitulé : « L'alliance MEDEF-CFDT dans la négociation UNEDIC de 2000. L'affirmation du droit à l'emploi contre le droit au salaire pour les chômeurs ».

Résumé de la thèse :

Cette thèse propose un cadre d'analyse de la (dé)construction de l'indemnisation du chômage en France sur la base d'une analyse détaillée de la négociation UNEDIC de l'année 2000 et du discours syndical et patronal produit à son endroit. La redéfinition en 2000 du droit au salaire indirect des chômeurs ne doit pas être lue comme un accord conjoncturel entre le patronat, la CFDT, la CFTC et la CGC, sur des modalités d'indemnisation du chômage. Elle est le résultat d'une alliance qui repose sur des conditions structurelles, à l'articulation des deux ensembles de déterminants.

Le premier d'entre eux concerne les formes institutionnelles des relations interprofessionnelles. Nous montrons comment elles induisent l'existence d'un "partenaire privilégié du patronat" comme élément structurel des relations professionnelles en France. Historiquement FO a joué ce rôle mais a, depuis les années 1990, cédé sa place à la CFDT. Cette thèse propose une explication de ce renversement d'alliance sur la base d'un deuxième ensemble de déterminants concernant la manière dont se nouent les accords, par articulation de deux niveaux de compromis ou de consensus : sur le contenu des accords d'une part et sur le champ légitime des négociations d'autre part.

S'agissant des contenus, nous soutenons que les positions de la CFDT sur la défense d'un « droit à l'emploi » rencontrent les intérêts des employeurs, tout en étant confortées par le développement d'un référentiel du traitement social du chômage poussant en ce sens. A l'inverse, les positions de FO ont mis en difficulté son partenariat avec le CNPF durant les années 1980, à mesure que le thème de « l'activation des dépenses » s'imposait et séduisait un patronat en évolution.

S'agissant des champs légitimes de la négociation collective, nous défendons l'idée que le patronat a développé durant les années 1980 une conception de son rôle social plus conforme à la lecture cédétiste du rôle des partenaires sociaux et de leurs champs légitimes d'intervention. La substitution

de la CFDT à FO au poste de partenaire privilégié du patronat doit donc se lire également au regard du consensus qui s'est fait entre la CFDT et le MEDEF sur la nature de la négociation collective et sur ses champs légitimes.

Articles publiés

HIGELE Jean-Pascal, BERAUD Mathieu, EYDOUX Anne et FERIÉL Emilie (2014), « Une instrumentalisation du RSA par les employeurs ? Le RSA à l'épreuve des pratiques de recrutement », *Travail et emploi*, octobre-décembre, n°140.

HIGELE Jean-Pascal (2012), « Les formes de la délibération interprofessionnelle : le sens du dialogue », *Sociétés contemporaines*, juin, n°86.

HIGELE Jean-Pascal (2011), « Sécurisation des parcours professionnels et sécurité sociale professionnelle : deux projets antinomiques pour le travail », *Notes de l'IES*, n°20, mars.

HIGELE Jean-Pascal (2009), « Quel salaire pour les chômeurs? », *Notes de l'IES*, n°4, mai.

HIGELE Jean-Pascal et KHRISTOVA Andreana (2007), « Politiques menées au nom de l'emploi et mutations des ressources des travailleurs : une comparaison européenne », *Revue de l'Ires*, n°53, décembre, pp.139-167.

HIGELE Jean-Pascal (2007), « Représentativité syndicale et accords interprofessionnels nationaux : les enjeux d'une réforme », *Droit Social*, n°3, mars, pp.301-309.

HIGELE Jean-Pascal et BOULAYOUNE Ali (2003), « Du mouvement des chômeurs aux « comités de liaison » : analyse et perspectives », in *Regards sociologiques*, n°24 (« mouvements sociaux »), pp.77-90.

HIGELE Jean-Pascal et MONCEL Nathalie (2001), « L'importance de la nature des ressources dans la reconnaissance sociale des travailleurs (autour du débat sur les travailleurs pauvres) », in *Droit Social*, n°6, juin, pp. 592-597.

Ouvrages collectifs

Directions d'ouvrage

HIGELE Jean-Pascal et LHUILLIER Vincent (dir.) (2014), *L'économie sociale et solidaire face aux défis de l'innovation sociale et du changement de société. Actes des 12èmes journées du RIUESS*, PUN, coll. Salariat et transformations sociales.

HIGELE Jean-Pascal, JACQUOT Lionel, LHOTEL Hervé et NOSBONNE Christophe (dir.) (2011), *Forme et structures du salariat : crise, mutation, devenir*, tome 1 : *De la construction sociale du rapport salarial*, PUN, coll. Salariat et transformations sociales.

HIGELE Jean-Pascal (dir.) (2009), *La transformation des ressources des travailleurs : une lecture des transformations de l'emploi et des droits sociaux en France*, PUN, coll. Salariat et transformations sociales.

Contributions

HIGELE Jean-Pascal et BISIGNANO Mara (2013), « Ce qu'indemniser le chômage dit de l'emploi : les contradictions entre qualification et marché du travail », in Gobin C., Matagne G., Reuchamps M. et Van Ingelgom V. (dir.), *Etre gouverné au XXIème siècle*, Académia l'harmattan.

HIGELE Jean-Pascal, FRIOT Bernard, SCALVINONI Benoit (2011), « Réappropriations syndicales de la flexicurité en France: droit à l'employabilité ou droit à la qualification personnelle? », in Salais R. (dir.), *Le travail réinventé. Un défi pour l'Europe*, Nantes, Capright, Cabinet Martinez.

HIGELE Jean-Pascal (2009), « La nature des ressources au cœur de l'analyse des transformations de l'emploi et des droits sociaux » (chapitre introductif), in Higelé J.-P., *La transformation des ressources des travailleurs : une lecture des transformations de l'emploi et des droits sociaux en France*, PUN, coll. Salariat et transformations sociales.

HIGELE Jean-Pascal (2009), « Quels régimes de ressources des chômeurs ? Une histoire de l'indemnisation du chômage en France », in Higelé J.-P., *La transformation des ressources des travailleurs : une lecture des transformations de l'emploi et des droits sociaux en France*, PUN, coll. Salariat et transformations sociales.

HIGELE Jean-Pascal et KHRISTOVA Andreana (2009), « Les politiques d'emploi en France comme vecteur de tutélarisation des ressources », in Higelé J.-P., *La transformation des ressources des travailleurs : une lecture des transformations de l'emploi et des droits sociaux en France*, PUN, coll. Salariat et transformations sociales.

HIGELE Jean-Pascal, CASTEL Nicolas et FRIOT Bernard (2008), « La difficile autonomie interprofessionnelle des syndicats face aux réformes de la protection sociale » in M.Chauvière et M.Borgetto (Dir., *Qui gouverne le social ?*, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires.

HIGELE Jean-Pascal et KHRISTOVA Andreana (2004), « L'emploi non qualifié à l'aune de la comparaison France – Allemagne – Grande-Bretagne », in Méda D. et Vennat F. (dir.), *Le travail non qualifié. Permanences et paradoxes*, La Découverte, pp.405-421.

Rapports de recherche

HIGELE Jean-Pascal et alii (2011), *L'impact du RSA sur la demande de travail. Entre outil de gestion de la main d'œuvre et composante de la responsabilité sociale des entreprises et des territoires*, GREE-2L2S, CEE, Cress-Lessor, Rapport pour la Dares, novembre.

Ce rapport porte sur la connaissance qu'ont les employeurs et les organisations syndicales du RSA, ainsi que sur les éventuels usages du dispositif dans les entreprises. Sur la base d'une quinzaine de monographies d'entreprises de quatre secteurs d'activité (BTP, commerce-distribution, hôtellerie-restauration, nettoyage), il montre que le RSA est mal connu des employeurs et des organisations syndicales. Même lorsqu'ils connaissent le dispositif, les employeurs interrogés considèrent généralement que l'insertion sociale des allocataires du RSA ou l'information des salariés sur des prestations sociales publiques ne font pas partie de leur rôle. Ils sont très peu nombreux à mettre en place une démarche formalisée de recrutement d'allocataires du RSA, et dans ce cas c'est plus souvent sous la pression des clauses d'insertion (cas du BTP) que dans une démarche qu'on pourrait qualifier de « socialement responsable ». On ne relève donc pas d'usage stratégique d'un dispositif que les employeurs connaissent mal et dont ils pensent qu'il ne s'adresse pas à eux. Les employeurs interrogés ne voient pas le RSA comme une opportunité : même lorsque certains de leurs salariés complètent leurs revenus par des allocations chômage ou des minima sociaux, ils ne notent pas de changement lié au RSA. Dans les

faits, ils ne sont pas toujours informés de la situation sociale de leurs salariés, et lorsqu'ils savent que ces derniers reçoivent des prestations sociales, ils ignorent souvent s'il s'agit du RSA ou d'une allocation chômage. Dans les secteurs étudiés, la réduction du coût du travail et la flexibilité empruntent principalement d'autres voies que celles d'un recours stratégique à des salariés éligibles au RSA (ou même à l'indemnisation du chômage) : exonération de cotisations sur les bas salaires, recours au temps partiel et aux heures complémentaires, CDD, emplois aidés, etc. Ce sont ces dispositifs, destinés à soutenir la demande de travail des entreprises et générateurs d'effets d'aubaine, que les employeurs utilisent de manière stratégique et revendiquée. Dans ce contexte, le dispositif d'intéressement du RSA (mais aussi ceux des allocations chômage) se présente plutôt comme un soutien à l'offre de travail correspondant à cette demande. Ce soutien est rarement perçu par les employeurs, plus enclins à considérer le RSA comme un dispositif qui décourage certains allocataires de travailler (ou de travailler à temps complet) que comme un revenu de complément pour un salarié à bas salaire.

Ce rapport, remis à la Dares en novembre 2011, a été cité dans le rapport final du Comité d'évaluation du RSA et lors de la conférence nationale d'évaluation du 15 décembre 2011.

HIGELE Jean-Pascal et alii (2009), *Analysis of professional security claim*, deliverable dans le cadre du projet Capright, 6ème PCRD, CIT4-2006-028549, mars.

Ce rapport montre, sur la base d'idéaux-types de gestion des discontinuités d'emploi construits pour l'analyse, que les approches de la CFDT et de la CGT en la matière trouvent dans leurs traductions concrètes à un niveau local et non interprofessionnel des modèles de représentation du travail valorisable et des ressources légitimes quasiment idéal-typiques. Il est indéniable que les effets des dispositifs défendus à un niveau local par la CFDT et la CGT ne peuvent agir que marginalement par rapport à des dispositifs nationaux et interprofessionnels. De même on pourrait railler des solutions produites localement finalement peu véritablement innovantes. Toutefois, les pratiques locales sont imprégnées d'une matrice conceptuelle sur la valorisation du travail, sur la légitimité du montant et de la nature des ressources et sur les légitimités des acteurs de la relation salariale à décider quels travaux valoriser et comment, qui rend compte de l'autonomie idéologique de chacune des organisations syndicales. Mais l'exemplaire reste marginal. Cette faiblesse est-elle le résultat de la difficulté pour les organisations syndicales à convertir leur propre revendication de gestion des discontinuités d'emploi à un niveau local et non interprofessionnel ? Ou est-ce le résultat d'une certaine faiblesse de la réappropriation au niveau local des principes idéologiques qui guident les revendications en la matière ? Une enquête plus large chez les délégués syndicaux permettrait de mesurer l'état de réappropriation de la matrice idéologique propre à chaque organisation syndicale.

HIGELE Jean-Pascal, POINSART Laurence et CORON Gael (2008), *Les acteurs de la régulation de l'indemnisation conventionnelle du chômage et de la couverture maladie complémentaire : une délibération partagée ?*, MiRe-DREES, GREE-2L2S, IDHE-Nanterre.

Les délibérations politiques sur l'indemnisation conventionnelle du chômage et sur la couverture maladie complémentaire ne peuvent être définies comme des délibérations partagées. Les formes instituées de la délibération entre acteurs non étatiques ainsi qu'entre ces derniers et l'Etat, qu'il s'agisse de la négociation au niveau interprofessionnel ou des modalités de la représentation politique des organismes de complémentaires santé à travers l'UNOCAM, déterminent le poids délibératif de chaque acteur. Loin de la délibération partagée promue dans les discours, nous assistons à une concentration du pouvoir de décision dans les mains de l'Etat, et ce dans les deux domaines de protection sociale étudiés. Mais ce constat, loin de traduire un non respect des principes de la gouvernance, s'explique au contraire par la promotion des outils mêmes de la gouvernance : le dialogue social et le dialogue civil. Si ces derniers sont présentés comme des approfondissements démocratiques, ils ont en réalité pour effet de fragiliser les contre-pouvoirs constitués, en particulier syndicaux, et renforcent en conséquence le pouvoir de l'Etat.

HIGELE Jean-Pascal, BELKACEM Rachid, LHOTEL Hervé, ROUYER Régis (2006), *Analyse du tissu socio-économique de la Lorraine et politiques de l'emploi, une mise en regard avec la Sarre*, Ministère de l'Emploi et de la Cohésion sociale, GREE.

Ce rapport s'inscrit dans un projet plus large de coopération scientifique et politique entre la France et l'Allemagne. Il dresse un bilan raisonné des dynamiques économiques territoriales et des politiques d'emploi

en Lorraine et donne des éléments de comparaison avec la Sarre : dynamiques démographiques, d'activité et de l'emploi, disparités régionales, question de l'emploi transfrontalier, traitement du chômage et publics en difficulté.

Ma contribution porte essentiellement sur le bilan des politiques d'emploi et les publics en difficulté d'insertion professionnelle en Lorraine. J'interroge notamment la pertinence d'une intervention publique axées sur une discrimination positive de publics cibles.

HIGELE Jean-Pascal, CLASQUIN Bernadette (coord.) et alii (2006), *Employees resources and social rights in Europe*, rapport final, Commission Européenne (HPSE-CT-2002-00104).

Ce rapport rend compte des résultats d'un contrat européen de recherche mené par un réseau européen en sciences sociales né en 1997 (9 pays représentés par 30 chercheurs sociologues, économistes et politistes) animé par le GREE. Cette recherche est financée pour l'essentiel par la Commission Européenne dans le cadre des IVème et Vème Programmes communs de Recherche.

Le rapport propose un cadre d'analyse des transformations de l'emploi en Europe depuis les années quatre-vingt dix, en partant des modifications des ressources des travailleurs et de leurs droits sociaux et en examinant les tendances nationales à la lumière du processus d'intégration européenne.

Deux terrains d'entrée ont été sélectionnés à cet égard : les réformes des retraites d'une part, et le domaine de l'emploi subventionné d'autre part. Ma contribution porte pour l'essentiel sur ce second domaine. J'ai mené, dans le cadre de l'équipe française, un travail d'analyse du cas français en particulier de deux mesures phares, la prime pour l'emploi et les réductions générales de cotisations sociales. J'ai également mené un travail comparatif sur la base des contributions des équipes nationales et proposé avec Andreana Khristova une typologie comparative des politiques menées au nom de l'emploi en Europe, ayant pour clé d'entrée l'action sur la nature et les montants des ressources des travailleurs.

HIGELE Jean-Pascal et alii (2003), *La construction sociale des frontières entre la qualification et la non-qualification*, DARES.

Ce rapport associe différentes entrées sur la question de la « non qualification » : revue de la littérature, conception d'un cadre d'analyse, monographies sectorielles (papeterie, transports, centres d'appel), comparaison internationale. Ma contribution à ce rapport concerne le cadre analytique d'une part, et la mise en perspective de la notion d'emploi non qualifié à l'aune de la comparaison du cas de la France, de l'Allemagne et de la Grande Bretagne, d'autre part.

D'un point de vue analytique, notre travail propose d'envisager la qualification comme une notion tridimensionnelle (triangle de la qualification) : 1/ la qualification du travail (contenus de travail), 2/ la qualification des personnes (qualités des personnes, certifiées par les diplômes), 3/ la qualification de l'emploi (salaire et statut). Qualification du travail, qualification individuelle et qualification de l'emploi forment trois hiérarchies distinctes qui définissent trois définitions distinctes de la qualification et de sa partition.

La comparaison internationale, pour sa part, montre à quel point les configurations sociétales de l'emploi induisent la définition de la qualification dans l'action publique. Ainsi, la qualification de l'emploi, très importante en France et en Allemagne (dans des modalités différentes), est impensable dans la configuration de l'emploi britannique dans laquelle la notion est strictement renvoyée au travail et à la formation. A ce titre, il n'existe pas d'équivalent strict de la catégorie des emplois non-qualifiés en Grande-Bretagne. Toutefois, on trouve son équivalent fonctionnel dans les politiques publiques à travers la catégorie des emplois faiblement rémunérés, ce qui permet d'expliquer les convergences des politiques d'emploi en Europe.

HIGELE Jean-Pascal et alii (2001), *La mise en œuvre des comités de liaison et d'accompagnement des demandeurs d'emploi dans le service public de l'emploi en Lorraine*, DARES, ILSTEF.

Ce rapport est une évaluation de la mise en place des comités de liaison dans le service public de l'emploi. Ces comités, ouvrant un droit de représentation aux organisations de chômeurs, a été l'une des réponses apportées à ces mouvements et aux revendications exprimées. Ce travail cherche donc à mesurer comment la mise en œuvre concrète de ces structures répond aux revendications des chômeurs et de leurs organisations. Il montre notamment la manière dont le service public de l'emploi, à l'appui de l'attentisme syndical, s'est réapproprié le dispositif, a réduit les représentants des chômeurs au rang de représentants des usagers du service public de l'emploi, excluant la possibilité pour les organisations de chômeurs d'être reconnues en tant qu'acteurs politiques.

Communications

HIGELE Jean-Pascal, BERAUD Mathieu et FERIEL Emilie (2014), « L'innovation sociale comme outil de légitimation de la réforme du revenu minimum en France », *34^{èmes} Journées de l'Association d'économie sociale : « Innovations sociales, innovations économiques »*, 11 et 12 septembre 2014, Université Pierre Mendès-France, Grenoble.

HIGELE Jean-Pascal, BERAUD Mathieu et FERIEL Emilie (2014), « Le changement dans la continuité : l'activation du revenu minimum en France sous le vernis de l'innovation sociale », *6^{ème} Congrès triennal de l'Association belge de sciences politiques : "Politiques de crise, crises du politique"*, ST9, Liège, 10-11 avril.

HIGELE Jean-Pascal (2014), participation à la table ronde « Workfare : de quoi parle-t-on ? Histoire et notion », *Journée d'études « Le workfare comme travail, comme rapport social et comme économie »*, 7 avril, ISST, Bourg-la-Reine.

HIGELE Jean-Pascal, BERAUD Mathieu et FERIEL Emilie (2013), « Décentralisation des politiques d'insertion : émancipation du local ou recomposition de l'appareil d'Etat ? Le cas du RSA », *5^{ème} Congrès de l'AFS, Rt6 Protection sociale, politiques sociales et solidarités : « Domination et émancipation dans le social »*, Nantes, 2-5 septembre.

HIGELE Jean-Pascal (2012), « Trois approches de la mise en sécurité des travailleurs face aux fluctuations des besoins en force de travail », introduction à la journée de recherche " *Sécurisation des parcours professionnels, sécurité de l'emploi, sécurité sociale professionnelle: derrière la sécurité, quelles libertés?*", 12 juin, CNAM, Paris.

HIGELE Jean-Pascal (2012), « Que mesure l'indemnisation du chômage? Travail et qualification des chômeurs », *13^{ème} journées internationales de sociologie du travail « Mesure et démesure du travail »*, Bruxelles, 25-27 janvier.

HIGELE Jean-Pascal et BISIGNANO Maria-Rosaria (2011), « L'emploi support ou adversaire de la qualification : le cas de l'indemnisation du chômage en France et en Italie », *4^{ème} Congrès des associations francophones de Science politique « Les salariés après 30 ans de "réformes sociales" : plus nombreux mais plus faibles ? »*, ST5, Bruxelles, 21 et 22 avril.

HIGELE Jean-Pascal, FRIOT Bernard et SCALVINONI Benoit (2010), « Droit à l'employabilité sur le marché du travail ou droit à la qualification personnelle contre la logique marchande du travail : les réappropriations syndicales de la flexicurité en France », *Colloque "Remettre l'Etat dans le jeu ? Promouvoir le développement des capacités pour tous en Europe"*, Capright, Nantes, 2 et 3 décembre.

HIGELE Jean-Pascal (2009), « La violence tutélaire des politiques de traitement du chômage », *3^{ème} Congrès de l'AFS, Rt6*, Paris, avril.

HIGELE Jean-Pascal (2007), « Politiques menées au nom de l'emploi et mutations des ressources des travailleurs : une comparaison européenne », *Séminaire du projet intégré européen "Capright"*, Porto, 19-21 septembre.

HIGELE Jean-Pascal (2006), *L'indépendance syndicale à l'épreuve des institutions de la négociation nationale interprofessionnelle en France*, Communication au colloque international

« Cent ans après la charte d'Amiens : la notion d'indépendance syndicale face à la transformation des pouvoirs », Amiens, 12 et 13 octobre.

HIGELE Jean-Pascal et KHRISTOVA Andreana (2006), *Les politiques menées au nom de l'emploi en Europe : l'emploi contre le salaire*, Communication au colloque du GREE-2L2S, « Travail, emploi, salaire et qualification en Europe : forces d'inertie, tendances communes et degrés de convergence ? », Nancy, 8 et 9 juin.

HIGELE Jean-Pascal, CASTEL Nicolas et FRIOT Bernard (2006), *Recomposition des régimes de ressources et positions syndicales : l'exemple de l'UNEDIC et des retraites complémentaires*, Colloque « Anthropologues et économistes face à la globalisation », Villeneuve d'Ascq, 16 et 17 mars.

HIGELE Jean-Pascal (2006), *Les ressources des chômeurs, la négociation interprofessionnelle et les leçons de la négociation UNEDIC 2005*, Séminaire du Mastère recherche de sociologie, « Politique du travail, de l'emploi et de la protection sociale en Europe (POTEPSE) », Université Paris X-Nanterre, 25 janvier.

HIGELE Jean-Pascal (2005), *Les politiques du marché du travail en Europe : politiques d'inflexion des formes et montants de la rémunération des travailleurs*, Séminaire du réseau européen RESORE (« Ressources des Travailleurs, Emploi et Droits Sociaux en Europe »), Nancy, 23-27 septembre.

HIGELE Jean-Pascal et KHRISTOVA Andreana (2005), *Les politiques du marché du travail en Europe : l'emploi contre le salaire ?*, Communication au Congrès de l'Association Française de Sociologie, Rtf 6 *Protection sociale, politiques sociales et solidarités* : « Les politiques sociales en Europe. Concepts, comparaisons, enjeux », Paris, 17 juin.

HIGELE Jean-Pascal et KHRISTOVA Andreana (2005), *La subvention au salaire comme plus grand dénominateur commun des politiques en faveur de l'emploi en Europe*, Séminaire du réseau européen RESORE (« Ressources des Travailleurs, Emploi et Droits Sociaux en Europe »), Porto, 11-15 mars.

HIGELE Jean-Pascal (2004), *La "refondation" du partenariat social : l'éclairage de la négociation Unedic 2000 sur les relations syndicats-patronat*, 1^{er} Congrès de l'Association française de sociologie, Villetaneuse, 24-27 février.

HIGELE Jean-Pascal et BOULAYOUNE Ali (2001), *Des comités de chômeurs aux « comités de liaison et d'accompagnement des demandeurs d'emploi » : une représentation des chômeurs en dehors du cadre salarial ?*, 8^{èmes} journées de Sociologie du travail, Aix-en-Provence, juin.

Recensions

HIGELE Jean-Pascal (2013), « recension de José ROSE (2012), *Qu'est-ce que le travail non qualifié*, La dispute », in *La nouvelle revue du travail*, n°2, mars.

Valorisation non académique

Conférence-débat avec Bernard Friot sur le thème *quel avenir pour nos salaires ?* dans le cadre des *Sciences sur la place*, organisé durant *Le livre sur la place*, 14 septembre 2012.

Intervention sur *les chiffres du chômage* dans l'émission « 13 et vous » de France 3 Lorraine, le 28 septembre 2011.

Intervention sur les travers de la notion de pouvoir d'achat au « laboratoire fédéral des idées » de la Fédération du Parti socialiste de Meurthe-et-Moselle, 2 juillet 2011.

Intervention-débat organisé par Attac autour du film de M. Moore « Capitalisme : une love story », Cinéma Caméo, Nancy, 24 novembre 2009.

Sur le même thème sur Radio Déclic, Emission animée par Attac, 8 janvier 2010.

Intervention-débat organisé par l'association Ciné-citoyen autour du film de P. Carles « Volem rien foutre al país », Centre Culturel André Malraux, Vandœuvre, 24 novembre 2009.

Point de vue pour le bulletin de la Fédération générale des retraités de la fonction publique de Meurthe-et-Moselle d'avril 2009, intitulé « Il faut payer le travail libre des retraités » (téléchargeable à l'adresse : <http://www.ies-salariat.org/spip.php?article79>)

Intervention dans le cadre de l'Assemblée Générale du Se-Retraité/Unsa54 sur le thème *Comment revendiquer le droit à la retraite au 21^{ème} siècle ?*, Nancy, le 15 mai 2008.

Intervention dans le Journal télévisé de France 3-Lorraine (*Le 12-14*) sur *le Contrat Première Embauche*, le 7 février 2006.

Intervention dans le cadre de la formation syndicale de la FSU sur *le sens des transformations de la protection sociale en France et en Europe*, Pont-à-Mousson, le 21 octobre 2003.

Intervention aux « journées de la rue qui gouverne », devant des militants associatifs, syndicaux et politiques : forum « *Quelle protection sociale pour la rue ?* », Nancy, le 22 septembre 2003.

Intervention devant la section de Nancy du Parti Socialiste, *La réforme des retraites analysée sous l'angle de la remise en cause du salaire indirect*, Nancy, le 12 juin 2003.

Intervention à la journée de formation de la Fédération du Parti Socialiste de Meurthe et Moselle, sur le thème des politiques d'emploi, Nancy, 19 mai 2001.

Enseignements

Socio-économie du travail, de l'emploi et de la protection sociale

- **Cours magistral de sociologie du salariat** dans le cadre du **Master 2 DS-IIU de l'Université de Lorraine** (7 heures)¹
- **Cours magistral sur les comparaisons des systèmes de protection sociale en Europe** dans le cadre du **Master 2 Ville et sociétés salariales de l'Université de Lorraine**.
Période : année universitaire 2011/2012 (3 heures)
- **Cours magistral sur les politiques d'emploi en Europe** dans le cadre du module « Problèmes contemporains et dynamiques sociétales » du **Master 2 Ville et sociétés salariales**.
Période : de l'année universitaire 2010/2011 à 2011/2012 (6 heures)
- **Travaux dirigés de pensées et politiques économique en DUT GEA à l'IUT de Longwy** : les explications néoclassique et keynésienne du chômage, la flexicurité comme « nouveau » modèle de politique d'emploi
Période : de 2006/2007 à 2013/2014 (6 heures)
- **Cours magistral de « débats européens » en DUT GEA à l'IUT de Longwy** : la libéralisation des services en Europe, la stratégie européenne pour l'emploi, le rôle de la CJCE
Période : de 2006/2007 à 2009/2010 (10 heures)
- **Cours magistral sur la Protection sociale à l'Institut Régional du Travail Social (IRTS) de Lorraine en 2^{ème} année éducateurs spécialisés et assistants sociaux** : présentation de la construction historique de la protection sociale et du mouvement de réformes qui s'opère depuis 30 ans analysés sous l'angle du droit au salaire indirect des travailleurs hors de l'emploi et plus largement des régimes de ressources.
Période : de 2002/2003 à 2009/2010 (4 heures)
- **Cours magistral sur le traitement social du chômage à l'Institut Régional du Travail Social (IRTS) de Lorraine en 2^{ème} année éducateurs spécialisés et assistants sociaux** : présentation des évolutions du traitement social du chômage depuis la seconde guerre mondiale et réflexions autour des catégories dominantes pour penser le chômage (employabilité, activation, incitation à l'emploi et chômage volontaire).
Période : années universitaires 2003/2004 (2 heures), 2004/2005 (4 heures), 2012/2013 (2 heures) 2013/2014 (2 heures 30)
- **Cours magistral en Licence Professionnelle « Management d'une équipe dans la protection sociale » de l'Université Nancy 2** : présentation de la construction de l'indemnisation du chômage en France et des conclusions en termes d'analyses des réformes en cours depuis 25 ans à partir des régimes de ressources attribuées aux personnes hors de l'emploi.
Période : de 2006/2007 à 2009/2010 (3 heures)
- **Cours magistral/travaux dirigés dans le cycle de formation des conseillers ANPE**

Juin 2001 :

¹ Les heures indiquées entre parenthèses sont les « heures étudiant ».

- Travaux dirigés sur les politiques publiques d'emploi (3 heures) : éléments d'évaluation et de réflexion sur trois dispositifs ou mesures pour l'emploi : le programme TRACE (Trajectoire d'accès à l'emploi), les Contrats Initiative Emploi et le programme « Nouveaux Services Emplois-Jeunes ».
- Cours magistral (1 heure) et travaux dirigés (2 heures) sur les enjeux de la convention UNEDIC du 1^{er} janvier 2001 (PARE/PAP)

Octobre-novembre 2001 :

- Cours magistral (1 heure) et travaux dirigés (2 heures) sur les enjeux de la convention UNEDIC du 1^{er} janvier 2001 : réflexion autour de « l'employabilité » et du chômage « volontaire »
- Travaux dirigés (3 heures) sur les pratiques professionnelles des intermédiaires de l'emploi sur la base des travaux de recherche sur le sujet.
- Travaux dirigés sur les politiques d'emploi (3 heures) : éléments d'évaluation et de réflexion sur le programme TRACE et le RMI

- **Travaux dirigés à l'Ecole des Mines de Nancy : mise en perspective sociologique des stages ouvriers :** ces TD ont pour objectif d'apporter des éléments de réflexion et de connaissance sociologique sur la base des expériences de stages des élèves-ingénieurs.
Période : année universitaire 2002/2003 (6 heures).

Socio-économie générale

- **Travaux dirigés en 1^{ère} année de DUT G.E.A. (Gestion des Entreprises et des Administrations) (IUT Henri Poincaré de Longwy) :**
 - « **Systèmes et structures économiques** » : travaux dirigés d'introduction aux approches économiques par le circuit et au système français de Comptabilité Nationale (12 heures)
 - « **Monnaie et finance** » : travaux dirigés sur les agrégats monétaires, la création monétaire et le financement de l'économie (12 heures)
 - « **Faits et idées du monde contemporain** » : travaux dirigés sur différentes thématiques relatives à des questions économiques contemporaines (notions de croissance et de développement, les questions de chômage et d'emploi, l'énergie...) (12 heures)
 - « **Marché, prix, répartition** » : travaux dirigés sur la concurrence et ses défauts, sur l'innovation, sur la répartition de la valeur ajoutée (16 heures)

Période : depuis 2005/2006 jusque 2012/2013 (sauf « Marché, prix, répartition » depuis 2006/2007 et « Faits et idées du monde contemporain » retiré en 2010)

 - « **Economie** » : travaux dirigés d'introduction aux grandes fonctions économique (production, consommation, répartition), à la comptabilité nationale et aux politiques économiques (12 heures) ; aux approches théoriques de la valeur et de la formation des prix, des marchés et de la répartition des richesses (20 heures).

Période : depuis 2013/2014
- **Cours et travaux dirigés en 1^{ère} année de DUT G.E.A. (Gestion des Entreprises et des Administrations) en alternance (Briey) :** Cours d'introduction à l'économie : le circuit économique, les grands courants théoriques, le système productif, la consommation, la régulation par l'Etat et par le marché, la monnaie.
Période : 2004/2005 (48 heures)

- **Cours et travaux dirigés en 2^{ème} année de DUT G.E.A. (Gestion des Entreprises et des Administrations) en alternance (Briey) :** Cours d'introduction à l'économie : le commerce mondial (développement, théories et institutions), les problématiques de l'emploi et du chômage (définitions du travail, de l'emploi et du chômage, évolutions de l'emploi, théories...).
Période : 2004/2005 (48 heures)
- **Cours magistral d'économie générale à l'IRTS de Lorraine en 1^{ère} année éducateurs spécialisés et assistants sociaux :** le circuit économique, les grands courants théoriques, le système productif.
Période : 2004/2005 (21 heures)
- **Cours de révision en économie générale à l'IRTS de Lorraine pour les 3^{ème} année éducateurs jeunes enfants**
Période : 2004/2005 (6 heures)

Sociologie des organisations

- **Cours magistral et travaux dirigés en 1^{ère} année de DUT GEA à l'IUT De Longwy :** Définitions de l'organisation, modèles de l'organisation (modèle bureaucratique, taylorisme/ post et néo-taylorisme, fayolisme) et critiques sociologiques (« théories des dysfonctions », école de relations humaines, régulation conjointe, libertés/contraintes de l'acteur en organisation...)
Période : depuis 2006/2007 (12 heures de CM et 9 heures de TD)
- **Travaux dirigés en 2^{ème} année de sociologie à l'Université Nancy 2 :** Travaux dirigés dont l'objectif est d'apporter une illustration et des prolongements du cours magistral sur la base de textes des auteurs de la discipline (Weber, Crozier, Friedberg, Courpasson, Le Goff...)
Période : années universitaires de 2000/2001 à 2004/2005 (13 heures)

Statistiques descriptives

- **Travaux dirigés en 1^{ère} année de sociologie à l'Université Nancy 2 :** Travaux dirigés dont l'objectif est de faire acquérir aux étudiants le maniement des principaux outils de la statistique descriptive (lecture et construction de représentations graphiques, indicateurs de valeur centrale, indicateurs de dispersion,...etc.)
Période : de 2000/2001 à 2002/2003
- **Cours magistral à l'Institut Régional du Travail Social (IRTS) de Lorraine en 2^{ème} année éducateurs spécialisés et assistants sociaux :** Cours sur la question de la neutralité des statistiques
Période : 2004/2005

Méthodologie

- **Travaux dirigés de Méthodologie en 1^{ère} année de DUT GEA :** Travaux dirigés dont l'objet est d'amener l'étudiant à construire une problématique et appréhender les principaux outils de recueil des données.
Période : depuis l'année universitaire 2010/2011

- **Travaux dirigés de méthodes de travail universitaire**
 - **en 1^{ère} année de sociologie à l'Université Nancy 2** : Travaux dirigés dont l'objectif est la maîtrise par les étudiants des outils essentiels au travail universitaire (résumé, synthèse de textes, construction d'une bibliographie, fiche de lecture,...)

Période : années universitaires 2000/2001 et 2002/2003 (16 heures)

 - **en 1^{ère} année de DUT GEA (IUT de Longwy)** : TD centré sur trois techniques essentielles au travail étudiant : la prise de note, la lecture active d'un document et la synthèse
- Période** : depuis 2013/2014

Autres expériences pédagogiques

- **Suivi de mémoire de M2 « Ville et sociétés salariales »**
Période : année universitaire 2009/2010
- **Suivi de stages et de projets tuteurés en 1^{ère} et 2^{ème} année de DUT GEA et en DIT « Banques Assurance Europe »**
Période : depuis 2006/2007
- **Responsable pédagogique des projets en 2^{ème} année de DUT GEA**
Période : depuis 2011/2012
- **Mise en œuvre et suivi d'une convention de prestations d'enseignements entre l'IRTS de Lorraine et le GREE (Groupe de Recherche sur l'Education et l'Emploi)** : Organisation des interventions (20 heures) de divers chercheurs du GREE en fonction de leurs thématiques de recherche dans la formation des étudiants en 2^{ème} année de formation « éducateurs spécialisés » et « assistants sociaux ».
Période : de 2004/2005 à 2006/2007

Administration

Administration/animation de la recherche :

Membre du comité de direction du 2L2S depuis 2008.

Directeur du GREE-2L2S depuis mars 2012

Directeur du Centre associé régional au Céreq de Nancy depuis janvier 2008.

Directeur adjoint du GREE-2L2S de février 2007 à mars 2012

Responsable de l'équipe française du réseau européen RESORE (« Ressources des Travailleurs, Emploi et Droits Sociaux en Europe ») 5^{ème} PCRD, HPSE-CT-2002-00104, de mai 2005 à janvier 2006.

Responsable du WP7 « Training and Dissemination » pour le projet européen CAPRIGHT, 6^{ème} PCRD, CIT4-2006-028549, de 2008 à février 2011.

Co-porteur de l'Axe 3 « Institutions, innovations, changement » de la MSH Lorraine depuis septembre 2009.

Porteur de l'opération « Institut européen du salariat », dans le cadre de l'axe 3 de la MSH Lorraine, depuis 2007.

Participation à des comités de rédaction :

Membre du Comité de Rédaction des *Notes de l'IES* depuis la fondation de l'IES en 2009 (voir notre site web : www.ies-salariat.org)

Membre du Comité de lecture de la NRT (Nouvelle Revue du Travail) depuis sa fondation en 2011.

Coordination des cahiers de valorisation des travaux du GREE, « *Les nouveaux cahiers du Grée* », de juin 2005 à juin 2009, cinq numéros parus.

Participation (effective) à des comités scientifiques et d'organisations de colloques :

Organisateur avec C. Drancourt et F. Rey (Lise-Cnam) d'une journée inter-laboratoires « *Sécurisation des parcours professionnels, sécurité de l'emploi, sécurité sociale professionnelle : derrière la sécurité, quelles libertés ?* », Cnam, Paris, 12 juin 2012.

Membre du comité scientifique et du comité d'organisation des 12^{èmes} rencontres du Réseau inter-universitaire de l'économie sociale et solidaire (RIUESS), « *L'économie sociale et solidaire face aux défis de l'innovation sociale et du changement de société* » Nancy, 6-8 juin 2012.

Membre du comité scientifique et du comité d'organisation des premières journées biennales Durkheim-Mauss, « *Travail et dons* », Epinal, 25 et 26 juin 2010.

Membre du Comité d'organisation des XII^{èmes} Journées internationales de sociologie du travail (JIST), *Formes et structures du salariat : crise, mutation, devenir*, Nancy, 25 et 26 juin 2009.

Membre du Comité d'organisation du colloque international du GREE, « *Travail, emploi, salaire et qualification en Europe : forces d'inertie, tendances communes et degrés de convergence ?* », Nancy, 8 et 9 juin 2006.

Expériences électives universitaires

Membre du Conseil d'Orientation de la MSH Lorraine depuis avril 2011.

Membre du Bureau de l'Université Nancy 2 de mars 1998 à mars 2000.

Membre du Conseil d'Administration de l'Université Nancy 2 d'octobre 1997 à mars 2000.

Membre du Conseil d'Administration de l'UFR Connaissance de l'Homme de l'Université Nancy 2 de mars 1995 à mars 1997.